

et de certains autres produits non spécialisés, se composaient de munitions et de matériel de guerre produits en série mais qui ne furent plus demandés après la fin des hostilités. L'alimentation du marché d'exportation après la guerre supposait donc une vaste transformation de la production et, dans les circonstances, il est remarquable que la valeur annuelle des exportations canadiennes durant la période de transition ne soit jamais tombée plus bas que les deux tiers de celle de 1944, année de guerre où elle a atteint son point culminant. Les achats que les pays dévastés ont faits au Canada après la guerre ont été soutenus par des crédits considérables à l'exportation que leur a accordés le gouvernement canadien et, plus récemment, le gouvernement des États-Unis en vertu du Programme de rétablissement de l'Europe.

Si, cependant, les trois facteurs ci-dessus mentionnés,—placements accrus, dépense accrue pour la consommation et exportations considérables,—ont contribué à une demande de biens et de services qui a assuré à l'emploi et au revenu des niveaux élevés, par contre, la forte augmentation de la demande de biens et de services depuis les jours d'avant-guerre n'a pas été un bienfait sans mélange. Elle a fort intensifié la pression inflationniste exercée sur l'économie canadienne à un moment où celle-ci n'était pas encore entièrement revenue à la production civile. Elle a contribué en même temps au problème du change étranger en portant le niveau des importations de biens et de services en provenance des États-Unis de 1,200 millions de dollars en 1945 à 1,975 millions en 1947. Une diminution des dépenses annuelles du gouvernement en biens et services, de 3,700 millions à un montant estimatif de 1,500 millions durant la même période, ajoutée à un budget excédentaire plutôt que déficitaire, a exercé une influence restrictive sur les puissances inflationnistes, tandis que le relâchement graduel des régies générales de temps de guerre et le maintien de certaines régies importantes ont empêché les pressions inflationnistes de se faire sentir dans toute leur force sur l'économie.

Fonctions changeantes du gouvernement

Après avoir adopté un programme visant au maintien d'un niveau élevé et stable d'emploi et de revenu, le Gouvernement a modifié sa façon d'aborder les problèmes créés par un vaste développement économique et, dans certains domaines, a participé plus intensément à l'activité économique qu'avant la guerre. Le sens d'une politique de cette nature s'est révélé plus clairement durant et immédiatement après la guerre. Quatre tâches de première importance s'en dégagent : 1° la nécessité de compléter l'effort du gouvernement en vue d'aider au maintien d'un niveau élevé et stable du travail et des revenus; 2° la nécessité de créer au sein du gouvernement des subdivisions économiques assez efficaces et souples pour faire face au jour le jour aux problèmes économiques changeants qui ont une portée considérable sur l'accomplissement de la première tâche; 3° la nécessité d'une évaluation, tant quantitative que qualitative, de ce que suppose l'utilisation la plus efficace des ressources du Canada tant humaines que matérielles; 4° la nécessité d'établir une liaison dans les deux sens entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, les patrons et les ouvriers, le consommateur et le producteur, afin que l'effort tenté en vue de maintenir un niveau élevé de travail et de revenu soit vraiment un effort national.

Élaboration de la politique.—L'appréciation croissante de ce que supposait le programme d'emploi et de revenu a déterminé la création, en mai 1948, d'un